

# Un an après, la mobilisation pour l'école élémentaire continue

Samedi 19 novembre, soit un an après la pose de la plaque baptisant l'école primaire du nom de Pierre Lefèvre, ancien instituteur et directeur de cette même école, les opposants à ce changement de nom étaient rassemblés devant l'école à l'appel du collectif formé il y a un an.

**"Notre combat n'est pas contre Pierre Lefèvre", précise Philippe Sicot, l'un des organisateurs de cette initiative. "On lui souhaite même une bonne retraite. Mais on ne peut pas accepter qu'une école porte le nom d'un ancien instituteur violent."**

**"La maire a le droit de nommer comme il l'entend une école, c'est légal mais non légitime",** ajoute François Hanesse. **"Selon une circulaire de 1988, la personne doit être morte depuis au moins 5 ans et elle doit avoir contribué au développement des arts, des sciences ou de l'humanité... Le choix de ce nom n'est donc pas légitime au vu de cette circulaire."**

**"Aujourd'hui, c'est le premier anniversaire de la pose de cette plaque infamante pour toutes les victimes de cet instituteur violent, et nous voulons la voir disparaître",** renchérit Philippe Sicot. **"La maire se réfugie derrière le tribunal administratif, mais la vue de cette plaque a ravivé de mauvais souvenirs et de bien nombreuses souffrances."**

## 50 personnes rassemblées

Samedi matin, une cinquantaine de personnes, dont des anciens élèves qui témoignent être victimes de maltraitances, sont venues se rassembler devant la plaque. De nombreux témoignages ont d'ailleurs été apportés auprès de Philippe Sicot et François Hanesse. **"Nous avons recueilli dix témoignages sur papier officiel, que nous avons transmis à notre avocat, mais beaucoup d'autres ont témoigné oralement et sont encore marqués par le jet de tampon, les gifles, les coups, les projections la tête la première vers le tableau..."**

Cette manifestation calme a été écourtée par la présence des représentants de la gendarmerie. **"Nous avons fait une demande d'autorisation de manifestation auprès de la maire Cette demande étant restée sans réponse, je n'ai pas d'autorisation à présenter aux gendarmes ici présents",** explique Philippe Sicot. Avant de libérer la place, une

plaque éphémère portant l'inscription "Seule école de France à porter le nom d'un insti-  
tuteur violent" a été dévoilée.



Une cinquantaine de personnes ont participé à cette manifestation.



Une plaque éphémère a été dévoilée sur la façade de l'école primaire.



Philippe Sicot et François Hanesse, membres du collectif des victimes de Pierre Lefèvre.